



L'économie francilienne continue de résister

Au troisième trimestre 2015, l'emploi salarié francilien continue de progresser légèrement (+ 0,1 %). La construction et l'industrie perdent toujours des emplois. En un an, la croissance de l'emploi (+ 0,6 %) est principalement portée par les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Le taux de chômage francilien a augmenté au troisième trimestre, à 9,1 %. Fin novembre, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué par rapport au trimestre précédent, mais demeure encore légèrement supérieur au niveau du mois de mai. En 2015, les créations d'entreprises ont été plus nombreuses que l'année précédente. Les défaillances du troisième trimestre 2015 ont diminué par rapport au deuxième trimestre. Les ventes de logements neufs sont bien orientées. En 2015, le nombre de logements autorisés à être construits est en hausse par rapport à l'an dernier (+ 8,0 %), tout comme le nombre de logements dont la construction est commencée. Après les attentats du 13 novembre, la fréquentation hôtelière a chuté, en particulier à Paris.

Denis Rabadeux, Insee Ile-de-France

Rédaction achevée le 28 janvier 2016

L'emploi francilien progresse encore légèrement

L'emploi salarié francilien progresse encore au troisième trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent (+ 0,1 %, soit 5 700 emplois supplémentaires), comme au niveau national (*figure 1*). L'évolution annuelle est plus marquée : + 0,6 % dans la région (25 400 emplois supplémentaires) contre + 0,4 % en France métropolitaine.

Au troisième trimestre 2015, les effectifs du secteur de l'intérim ont progressé de 5 400 dans la région par rapport au deuxième trimestre (soit + 6,6 %), sensiblement plus qu'au niveau national (+ 3,0 %). En un an, ce secteur a gagné plus de 7 000 postes (+ 8,7 %) dans la région.

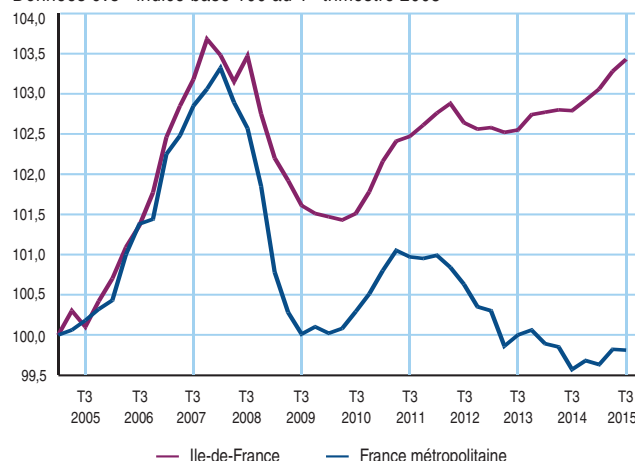
Le secteur tertiaire marchand hors intérim - quatre cinquièmes de l'emploi salarié marchand total dans la région - a créé environ 3 300 postes supplémentaires au troisième trimestre 2015 (+ 0,1 %) en Ile-de-France (*figure 2*), et plus de 27 300 en un an (+ 1,1 %). L'emploi dans les services marchands confirme sa progression, principalement dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,4 %, soit environ 12 800 emplois supplémentaires en un an) et dans le secteur de l'hébergement et de la restauration avec 5 200 emplois supplémentaires, soit + 1,8 % en un an. Dans le commerce, 1 300 emplois ont été créés ce trimestre (+ 0,2 %), ce qui porte les créations annuelles aux alentours de 3 600.

En revanche, l'emploi francilien continue de reculer dans la

construction au troisième trimestre 2015 (- 0,9 %). En un an, ce secteur a perdu 5 900 emplois, soit une baisse de 2,2 %. Dans l'industrie francilienne, environ 6 600 emplois ont été supprimés en un an (- 1,5 %), dont 2 000 au troisième trimestre 2015 (- 0,5 % par rapport au deuxième trimestre).

1 L'emploi salarié francilien est proche de son haut niveau de 2008

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

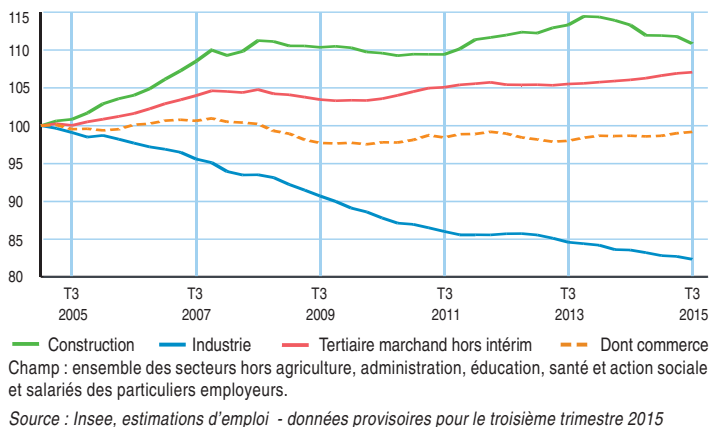


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Le tertiaire marchand soutient l'emploi en Ile-de-France

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



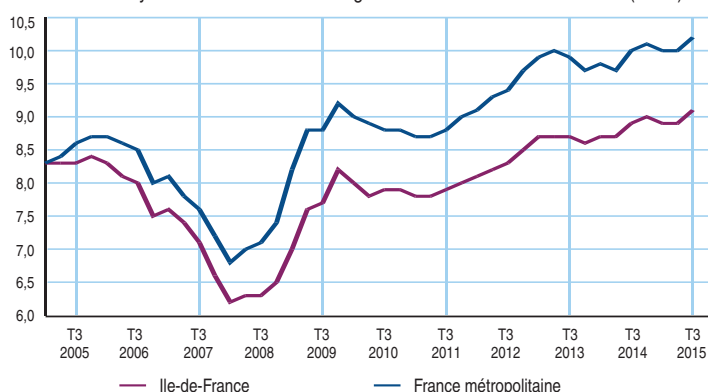
Avertissement - Ces derniers mois, un nombre croissant d'entreprises ont cessé de déclarer leurs effectifs via les bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC) et ont eu recours à la déclaration sociale nominative (DSN) qui devient la nouvelle modalité de collecte de données sociales des entreprises par les organismes et les administrations. Ce changement a pu transitoirement affecter leurs déclarations d'effectifs, de sorte que les estimations d'emploi et de chômage relatives au troisième trimestre 2015 sont susceptibles d'être révisées ultérieurement.

Le taux de chômage augmente de 0,2 point au troisième trimestre

Après une phase de stabilité au cours du trimestre précédent, le taux de chômage francilien a augmenté au troisième trimestre : il s'établit à 9,1 % de la population active (*figure 3*). La situation s'est dégradée dans tous les départements de la région. Le taux de chômage suit la même évolution trimestrielle qu'en France métropolitaine, où ce taux atteint désormais 10,2 % de la population active. À un an d'intervalle, le taux de chômage s'est accru de 0,2 point dans la région, au même rythme qu'au niveau national. Il augmente, en un an, dans tous les départements franciliens sauf à Paris, où il reste stable ; l'augmentation est plus sensible en Essonne (+ 0,3 point). Le taux de chômage le plus élevé de la région concerne toujours la Seine-Saint-Denis (13,5 % au troisième trimestre 2015).

3 Le taux de chômage augmente au troisième trimestre 2015

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Fin novembre 2015, la demande d'emploi est en baisse

Fin novembre 2015, 961 100 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories ABC). Parmi eux, 677 980 n'ont pas travaillé durant le mois (catégorie A). Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'inscrits en catégorie A a diminué (- 0,5 %). En six mois, l'évolution

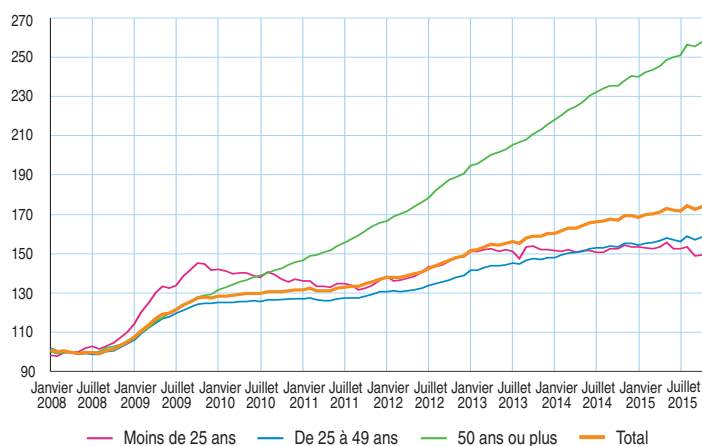
s'est établie néanmoins à + 0,3 %, avec 2 250 demandeurs d'emploi supplémentaires.

La situation s'est améliorée pour les jeunes : en un an, la demande d'emploi des moins de 25 ans recule de 4,3 %. En revanche, les seniors expliquent les trois quarts de la demande supplémentaire d'emploi : leur nombre est en hausse de 8,5 % sur cette période, contre + 2,7 % pour l'ensemble des demandeurs de catégorie A (*figure 4*).

Sur la même période, la situation s'est dégradée pour les catégories B et C : le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC a crû de façon significative en Ile-de-France (+ 4,6 %), comme en France métropolitaine (+ 5,1 %). La hausse est encore plus forte pour les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an : + 7,0 % contre + 2,8 % pour les demandeurs inscrits depuis moins d'un an.

4 Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de plus de 50 ans augmente plus rapidement

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Les créations d'entreprises ont augmenté au cours de l'année dans la région

À fin décembre 2015, presque 144 000 entreprises ont été créées dans la région depuis le début de l'année, soit une légère hausse (+ 1,3 %) par rapport à la même période de l'année précédente (*figure 5*). Au niveau national, les créations sont au contraire orientées à la baisse au cours de la même période (- 4,7 %).

Les créations d'entreprises autres que micro-entreprises ont continué d'augmenter au cours de cette période (+ 10,1 %), mais moins sensiblement qu'en France métropolitaine (+ 12,1 %). À l'inverse, les micro-entrepreneurs ont été moins nombreux à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale dans la région au cours de l'année (- 7,0 %). C'est encore plus net au niveau national (- 19,6 %). Ainsi, la part des créations sous forme de micro-entrepreneuriat est devenue minoritaire en Ile-de-France (47,1 %) alors qu'elle était majoritaire en début d'année.

Le secteur regroupant les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien retrouve un léger mieux après avoir marqué le pas en début d'année : environ 41 300 entreprises ont été créées au cours de l'année, soit + 1,1 % par rapport à la même période de 2014. Les secteurs du commerce, transports, hébergement et restauration, ainsi que ceux de l'enseignement, santé et action sociale sont encore les plus dynamiques. Les dispositions réglementaires adoptées fin 2014 (Loi n°2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur) et mi-2015 (disposition instituant la libéralisation du transport par autocar inscrite dans la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques aussi

5 Les créations d'entreprises augmentent légèrement en Ile-de-France

Créations d'entreprises	Janvier à décembre 2015		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	4 068	47,8	-12,3	-30,2	14,6
Construction	13 113	34,1	-17,7	-26,8	-12,0
Commerce, transports, hébergement, restauration	39 503	37,8	10,6	-8,8	27,1
Information et communication	11 986	48,3	-0,2	-8,8	9,6
Activités financières	4 544	16,4	11,3	-0,5	13,9
Activités immobilières	4 109	21,2	3,0	-5,5	5,6
Activités de services**	41 296	55,4	1,1	-1,5	4,6
Enseignement, santé, action sociale	14 270	61,4	4,6	0,9	11,3
Autres activités de services	10 738	67,8	-1,6	-3,4	2,4
Total Ile-de-France	143 627	47,1	1,3	-7,0	10,1
Total France métropolitaine	509 576	44,6	-4,7	-19,6	12,1

* Évolution du cumul de janvier à décembre 2015 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

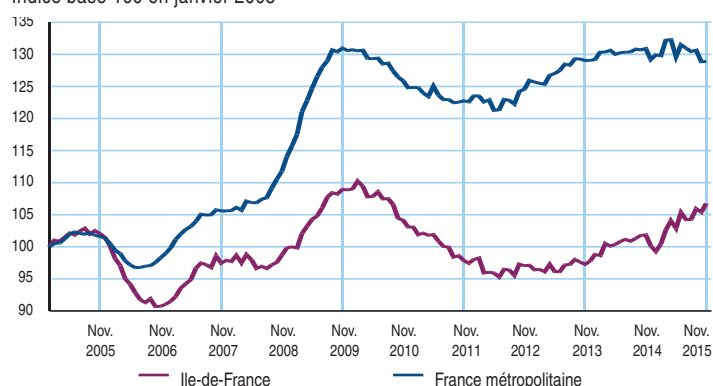
** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

6 Plus de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes au 12 janvier 2016, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France

appelée Loi Macron) ont notamment contribué à dynamiser les créations dans le secteur des transports (+ 65 % en Ile-de-France et + 47 % en France métropolitaine). Dans le secteur de la construction, les créations sont en net recul (- 17,7 %), tant du fait des micro-entrepreneurs que des autres créateurs. L'industrie est aussi à la peine du fait du net repli des créations de micro-entreprises.

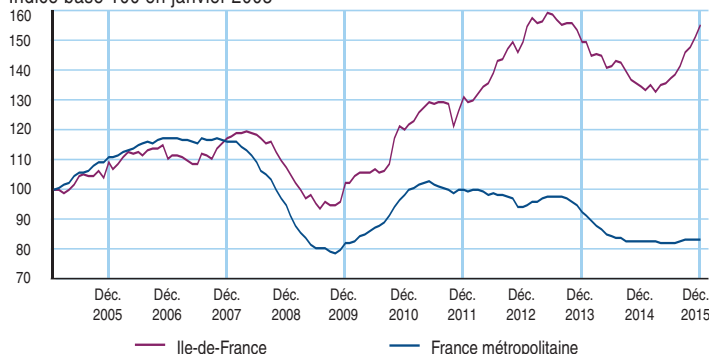
Le nombre de défaillances d'entreprises jugées à la fin du troisième trimestre de 2015, en cumul annuel, a augmenté en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents (+ 4,6 %), alors qu'il s'est stabilisé en France métropolitaine (- 0,1 %) (figure 6). Les hausses les plus importantes concernent notamment les secteurs de l'hébergement et la restauration, de la construction et de l'industrie. Le secteur du commerce et de la réparation automobile résiste (- 0,8 %), ainsi que les secteurs des services aux entreprises et de l'information et de la communication.

Ventes de logements neufs en augmentation par rapport à l'an dernier

En Ile-de-France, les ventes de logements neufs sont en hausse au troisième trimestre 2015 par rapport au même trimestre de 2014 (+ 6,4 %). Cette augmentation est cependant moins sensible qu'au niveau national (+ 16,0 %). Ce phénomène s'explique en partie par une baisse des prix dans l'immobilier : les prix de vente des logements neufs au m² ont diminué de 0,6 % dans la région par rapport au deuxième trimestre 2015 et de 2,2 % par rapport au troisième trimestre 2014. Dans le secteur de la construction, les perspectives d'activité semblent devenir optimistes en Ile-de-France. Fin décembre 2015, le nombre de

7 La tendance s'installe à la hausse pour les logements commencés en Ile-de-France

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des douze derniers mois.

Source : SOeS - base de données Sit@del2

logements autorisés à être construits dans la région est en hausse (+ 8,0 % au cours des douze derniers mois, contre + 2,3 % au niveau national) : cela correspond à 69 400 logements contre 64 300 un an auparavant. La conjoncture est encore plus favorable en ce qui concerne le nombre de logements dont la construction a commencé dans la région au cours des douze derniers mois (+ 15,1 % contre + 0,4 % en France métropolitaine par rapport aux douze mois précédents), soit 64 200 logements commencés contre 55 800 sur les douze mois précédents (figure 7).

À fin novembre 2015, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction (en milliers de m²) ont diminué en Ile-de-France (- 6,4 %) par rapport aux douze mois précédents, plus qu'en France métropolitaine (- 3,6 %). La surface des locaux dont la construction a débuté suit la même tendance en Ile-de-France (- 7,5 % par rapport aux douze mois précédents), comme en France métropolitaine (- 9,6 %).

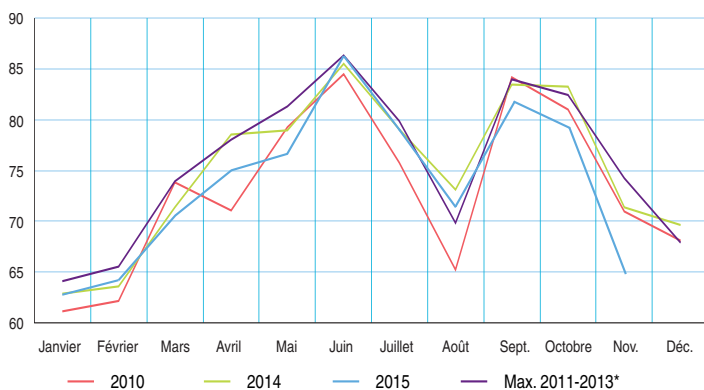
Avertissement - À compter des résultats diffusés fin février 2015, de nouveaux indicateurs visant à retracer les autorisations et les mises en chantier à leur date réelle sont diffusés. Ces nouvelles séries améliorent le diagnostic conjoncturel produit à partir de la base Sit@del2, en corrigeant notamment les éventuels défauts de collecte. Pour plus d'informations, consulter le site du SOeS www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr.

Légère amélioration de l'activité hôtelière depuis le début de l'année

En Ile-de-France, l'activité hôtelière, en termes de nuitées, a légèrement progressé au cours des onze premiers mois de l'année (+ 0,5 %), malgré la forte baisse après les attentats du 13 novembre 2015, en

8 Baisse de la fréquentation hôtelière en novembre

Évolution du taux d'occupation des hôtels en Ile-de-France (en %)



* Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

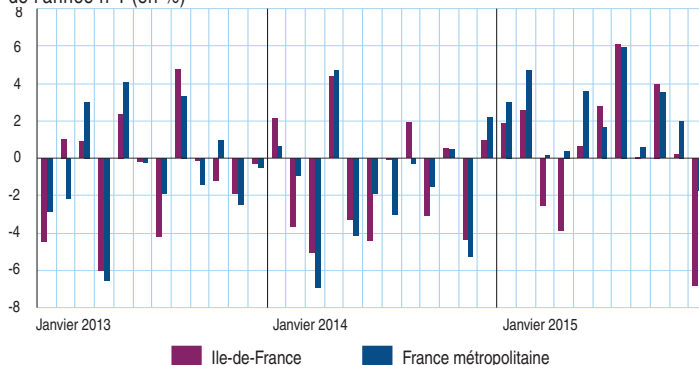
Sources : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

particulier à Paris. Depuis le début de l'année, environ 330 000 nuitées supplémentaires ont ainsi été enregistrées par rapport à la même période de 2014. Les taux d'occupation (figure 8) sont cependant inférieurs à ceux de l'an passé depuis le milieu d'année.

L'amélioration de la fréquentation observée globalement au cours des dix premiers mois de l'année (660 000 nuitées supplémentaires, soit + 1,2 %) est autant due à la clientèle française qu'à celle en provenance de l'étranger. Alors qu'elle était bien orientée début novembre, la fréquentation hôtelière s'est effondrée, en particulier à Paris, au cours de la deuxième quinzaine du mois après les attentats (figure 9). Dans la capitale, la chute de la fréquentation journalière est estimée entre - 20 % et - 25 % par rapport à la même période de 2014 et le déficit mensuel est de 12 %, soit une baisse de 310 000 nuitées. Compte tenu du poids de

9 La fréquentation hôtelière de novembre particulièrement impactée par les attentats

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Sources : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Paris dans l'économie touristique francilienne, la fréquentation hôtelière régionale a reculé, en novembre, de 6,9 % (- 330 000 nuitées). Le repli de la fréquentation de ce mois a donc presque exclusivement concerné la capitale. Les touristes étrangers se sont davantage désistés que les touristes français (respectivement - 190 000 et - 110 000 nuitées). Mais au niveau régional, la clientèle française est venue en moins grand nombre au cours de ce mois de novembre que la clientèle étrangère : les déficits atteignent pour ces deux clientèles respectivement 200 000 (- 7,8 %) et 140 000 nuitées (- 6,0 %). Parmi les touristes étrangers, la clientèle européenne s'est particulièrement abstenue de se déplacer vers la région, avec 180 000 nuitées manquantes par rapport au même mois de l'an dernier. Les Italiens et les Britanniques y contribuent pour moitié. Les arrivées des clientèles plus lointaines, notamment celle en provenance d'Asie-Océanie, ont permis toutefois de limiter cette chute de fréquentation. ■

Contexte national

En France, l'activité a rebondi au troisième trimestre (+ 0,3 % après 0,0 % au deuxième trimestre)

En France, le PIB a progressé de 0,3 % à l'été 2015, porté par le rebond de la production manufacturière et par l'accélération de l'activité dans les services marchands. Alors qu'il tendait à se redresser depuis fin 2014, l'emploi salarié marchand s'est stabilisé au troisième trimestre 2015. Dans le même temps, le taux de chômage a augmenté. Le pouvoir d'achat des ménages, dont la progression atteindrait 1,7 % en 2015, son plus haut niveau depuis 2007, continue de soutenir leur consommation. Leur investissement en logement a continué de peser sur l'activité, mais cesserait de se replier d'ici mi-2016. Enfin, l'investissement des entreprises accélérerait encore légèrement. Au quatrième trimestre, après les attentats meurtriers du 13 novembre à Paris, l'activité dans les services s'infléchirait à la baisse et le PIB n'augmenterait que de 0,2 %. Au premier semestre 2016, ces effets ne pèseraient quasiment plus et l'économie française accélérerait (+ 0,4 % par trimestre).

Contexte international

Au troisième trimestre, la progression de l'activité est restée solide dans les économies avancées

Dans les pays émergents, l'activité a faiblement redémarré au troisième trimestre 2015, après deux trimestres de fort ralentissement. La croissance semble se stabiliser en Chine, tandis qu'en Russie le PIB a cessé de se replier. Les importations des économies émergentes ont repris un peu d'élan, permettant une progression du commerce mondial à l'été après deux trimestres consécutifs de contraction.

Au troisième trimestre, l'activité a ralenti aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans la zone euro, le PIB s'est à peine infléchi à la baisse, pénalisé par un trou d'air dans les exportations. La reprise continue toutefois de se diffuser progressivement : l'accélération de l'emploi et des salaires ainsi que la diffusion de la récente baisse des prix du pétrole soutiennent le pouvoir d'achat des ménages. Au premier semestre 2016, la croissance des économies avancées resterait solide, notamment du fait d'une légère accélération dans la zone euro.

Insee Ile-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directeur de la publication :
Patrick Hernandez

Rédactrice en chef :
Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637
© Insee 2016

Pour en savoir plus

- « Résistance », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, décembre 2015.
- Rabadeux D., « Des signaux encourageants », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 7, octobre 2015.
- Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi à partir de juin 2015 : voir la [note](#) du 24 septembre 2015 sur le site du ministère du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

